

CAHIER DE CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Prestations de conseil en droit social pour le compte de l'IFREMER

N° 251000267

PROCEDURE

Marché à procédure adaptée conformément aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique

1. Objectifs généraux de la prestation de conseil en droit social

1.1. Objectif du document

Les CCTP (cahiers des clauses techniques particulières) fixent les dispositions techniques (clauses techniques) nécessaires à l'exécution des prestations d'un marché. Ce sont les stipulations qui donnent une description précise des prestations à réaliser et permettent à la personne responsable de suivre le déroulement du marché et la bonne exécution de ces prestations.

Le CCTP est un document contractuel qui rassemble l'ensemble des clauses techniques d'un marché public.

- Il est rédigé par l'acheteur et fait partie des pièces constitutives du marché public,
- Il est intégré au dossier de consultation des entreprises.

1.2. Contexte de la mission

L'Institut souhaite s'adjoindre les compétences de prestataires qualifiés et experts en Droit Social pour une durée de 1 an, renouvelable trois fois, par tacite reconduction.

2. Objectifs généraux

2.1. Objet de la mission

L'objet de la mission qui sera confiée au cabinet d'avocats retenu, est d'assister et de conseiller l'Ifremer dans tous les domaines relatifs au Droit Social.

2.2. Profil attendu du prestataire

Les cabinets d'avocats candidats devront justifier d'un niveau d'expertise reconnu au niveau de la profession, de leur capacité à couvrir dans tout le spectre du droit social par la variété des spécialités des avocats du cabinet et de leurs expériences dans le conseil aux entreprises, en particulier dans l'accompagnement de projets ou de négociations d'envergure à fort enjeu social.

3. Modalités d'exécution et d'organisation

3.1. Déclenchement des prestations par bons de commande

Les prestations sont déclenchées par bons de commande dans les conditions définies au CCAP.

Dans la mesure du possible, l'Ifremer privilégiera l'émission d'un bon de commande unique regroupant plusieurs prestations prévues au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

3.2. Organisation des prestations

3.2.1. Suivi des prestations

Le prestataire désigne en fonction de la complexité de la prestation à réaliser un intervenant ou une équipe intervenante, en toute hypothèse placés sous la responsabilité d'un avocat senior. Le prestataire doit présenter un tableau de bord nécessaire au suivi de la prestation.

3.2.2. Localisation des prestations à effectuer

Les prestations seront principalement effectuées à distance : au téléphone, en visio ou par mail.

Exceptionnellement dans les locaux du titulaire avec de possibles réunions de travail dans les bureaux de l'Ifremer. Les autorisations d'accès sur le centre seront mises en œuvre par l'Ifremer.

3.2.3. Délai d'intervention pour la prise en charge de la prestation

Le délai d'intervention pour la prise en charge de la prestation est le délai dans lequel le titulaire s'engage à initier la prestation.

Dans tous les cas le délai d'intervention doit être immédiat pour l'assistance téléphonique. A cet égard, le titulaire devra offrir une large couverture horaire et une grande souplesse dans les modalités d'accès direct aux avocats

Le titulaire s'engage à transmettre une réponse le jour même en cas d'urgence et sous 3 à 4 jours ouvrés pour les demandes non urgentes.

Le point de départ du délai d'intervention s'entend à compter de la demande d'Ifremer (appel téléphonique, mail ou bon de commande).

3.2.4. Engagement sur l'organisation

Le prestataire garantit la bonne organisation et la mise à disposition des compétences nécessaires dans des délais requis pour réaliser les prestations demandées. Il intégrera une ou plusieurs phases d'échanges avec l'Ifremer en fonction de la complexité du conseil ou de l'assistance.

Afin de faciliter les échanges et garantir la qualité des prestations, le soumissionnaire proposera un interlocuteur unique.

Afin que le conseil apporté réponde au mieux aux demandes de l'Ifremer, il est important que les intervenants soient stables dans le temps. Le soumissionnaire devra faire approuver par l'Ifremer d'éventuels changements d'intervenants.

3.2.5. Formalisme des livrables

A la demande de l'Ifremer, les avis, analyses ou observations du Titulaire données par oral, notamment à l'occasion de réunions de travail ou d'échanges téléphoniques, seront consignés par écrit dans des notes thématiques soit sous forme résumée, soit sous forme de rapport détaillé

Sur chacun des livrables, le Titulaire indique les mentions légales permettant de l'identifier, les références du présent marché et, par défaut, le caractère confidentiel du document. Les pages des livrables sont numérotées et datées, et leur nombre total apparaît au moins sur la première page (en en-tête ou pied de page).

Chaque prestation est itérative, reposant sur des échanges réguliers avec l'Ifremer qui peut demander au conseil juridique de reprendre son travail jusqu'à obtenir un livrable de qualité. A cette fin, les projets de livrable sont transmis, par voie dématérialisée, dans une version informatique modifiable. Le Titulaire est engagé sur la base de la version finale qu'il remet, identifiée comme telle dans le document, sous réserve d'une éventuelle note de couverture. Dans la mesure du possible, les échanges se déroulent par visio-conférence ou audioconférence.

Une note de couverture consiste en une attestation du Titulaire, en tant que professionnel et sous les réserves éventuelles qu'il estime opportunes, de la qualité du livrable produit, en collaboration le cas échéant avec les services de l'Ifremer ou tout autre acteur autorisé au titre du présent marché, et des risques encourus en l'espèce par la personne publique au regard notamment du droit applicable, des pratiques actuelles de marché, des usages professionnels ainsi que de toute problématique relative à un conflit d'intérêts.

Sauf en cas de demande expresse par l'Ifremer d'une note de couverture, chaque prestation fait l'objet d'un courriel du Titulaire énumérant ses principales notes et analyses afférentes, et reprenant, le cas échéant, les éléments permettant à l'Ifremer de constater que son prestataire a rempli son obligation de conseil en qualité de professionnel.

4. Description de la prestation de base,

4.1. L'assistance téléphonique

Définition / objectif de la prestation :

Il s'agit de donner un conseil par téléphone à toute sollicitation relevant du champ d'application du Droit social. Le conseil par téléphone doit être chiffré sur la base d'un forfait de 4h.

Livrables attendus :

- Le conseil par téléphone permet d'obtenir des éléments de réponse concrets et rapides à une question posée.

4.2. Rédaction d'une note d'analyse juridique

Définition / objectif de la prestation :

Il s'agit de réaliser une note d'analyse juridique sur un ou plusieurs points relatifs au droit social.

Livrables attendus :

- Le document type note d'analyse juridique et toutes relectures et modifications nécessaires jusqu'à la version finale du document, ainsi que les commentaires oraux afférents du Titulaire

4.3. Rédaction d'un acte juridique type convention ou contrat

Définition / objectif de la prestation :

Il s'agit de réaliser le projet d'une convention ou d'un contrat à la suite des analyses juridiques effectuées,

Livrables attendus :

- Le document type convention ou contrat et toutes relectures et modifications nécessaires jusqu'à la version finale du document, ainsi que les commentaires oraux afférents du Titulaire, que l'Ifremer peut lui demander de mettre à l'écrit.

4.4. Rédaction d'un projet de courrier

Définition / objectif de la prestation :

Il s'agit de réaliser le projet d'un courrier à la suite des analyses juridiques effectuées,

Livrables attendus :

- Le projet de courrier et toutes relectures et modifications nécessaires jusqu'à la version finale du document, ainsi que les commentaires oraux afférents du Titulaire, que l'Ifremer peut lui demander de mettre à l'écrit.

4.5 Charges incluses dans le coût global des postes

Le coût de chaque prestation doit comprendre :

- Les coûts de coordination de la prestation (pilotage et suivi des projets par le prestataire, rédaction des livrables, etc.)
- Les coûts de plateforme technique de travail sont compris par défaut dans le coût global de la prestation =. Les coûts de plateforme intègrent la mise à disposition d'un local et d'un poste de travail, le chauffage, l'électricité, l'accès à un réseau informatique, la gestion des droits d'accès aux serveurs, etc.